XIVme Année. — N° 364. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 9 Août 1913.

LE RÉVEIL

COMMUNISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 3.— ; Six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 5.— ; Six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Le Mensonge nationaliste

La passivité des humains est bien le fait le plus incroyable qui s'offre à nos méditations. La grandeur de l'Etat nous a valu plus que l'amoindrissement, l'anéantissement de l'individu. Au rebours de ce que tous les maniaques du centralisme nous affirment, le fait d'appartenir à cette énorme entité, l'Etat, dominant et disposant à son gré des forces immenses d'un pays, a détruit et non augmenté la puissance de chaque sujet. L'individu ne sait plus être par et pour lui-même ; il ne garde que la valeur d'un instrument plus ou moins perfectionné et dont le rendement est proportionné à l'habileté et à la chance de celui qui aura à s'en servir.

Faut-il que tous les « chers citoyens » de nos libres démocraties soient arrivés à un degré inouï de dépression pour que le spectacle s'offrant présentement à nos yeux soit devenu possible ?

Dussions-nous être accusés de nous répéter trop souvent, il est impossible de ne pas refaire certaines constatations, à moins d'en avoir pris son parti et d'accepter le fait accompli.

Une crise économique intense frappe le monde entier. Nous ne dirons pas qu'elle est plus grave que celles qui l'ont précédée, mais, en tout cas, les différents peuples paraissent la ressentir davantage. Le spectacle de l'accroissement continuel des richesses, d'une part, les espoirs entretenus dans le peuple par tous les partis de la possibilité d'une augmentation générale de bien-être, d'autre part, voilà qui suffirait à nous expliquer pourquoi les foules deviennent de plus en plus sensibles aux privations qu'elles endurent. Mais les cas de révolte restent quand même trop rares, insuffisamment étendus et témoignent surtout d'un manque de décision, dû au fait que l'on ne conçoit pas encore d'une façon tant soit peu précise un régime autre que le régime bourgeois.

Toutefois, pour grave que soit cette crise, ce n'est pas à son égard que la passivité populaire nous étonne et nous émeut le plus.

Chaque pays gaspille des centaines de millions en armements et paraît se préparer à la guerre, sans que ceux qui en souffrent déjà et seraient appelés à donner non seulement leur dernier sou mais encore leur vie, paraissent mettre le holà au plus monstrueux et sanglant des crimes pour la perpétration duquel rien n'est négligé !

Comment ! ces millions d'hommes qui par eux-mêmes n'osent rien faire, rien entreprendre, rien risquer, accablés par une discipline aussi universelle qu'absurde, se mettraient demain, sur l'ordre de quelques diplomates, rois ou gouvernants, tous en marche, prêts à accomplir n'importe quelle action qui leur serait demandée ? Quelle que soit leur ignorance, ils connaissent néanmoins les horreurs qui les attendent, les détresses et les deuils qui s'abattront sur eux, mais, à part la protestation de quelques isolés, le plus souvent sans écho, un aussi formidable danger ne paraît émouvoir presque personne.

* * *

Pourquoi donc ce fatalisme, pourquoi ce manque de résistance, qui permettrait à nos maîtres, si jamais le besoin s'en faisait sentir, de retourner de beaucoup en arrière ?

L'éducation étatiste a sans doute fait son œuvre ; les hommes ne craignent rien plus que *d'être*, ils veulent à peine paraître pour satisfaire une vanité quelconque, mais chacun s'ingénie, lors même qu'il n'ose prononcer le moindre mot, esquisser le moindre geste, à prouver qu'il le croyait autorisé par des exemples précédents ! Ceux-là mêmes qui s'intitulent révolutionnaires chercheront toujours dans le passé ou dans des cas analogues *permis* une justification à leur apparente audace !

Il y a aussi, et c'est une compression plus importante encore, la dépendance économique, si grande pour d'aucuns, que leur situation n'est vraiment pas supérieure à celle des esclaves de l'antiquité.

Ce n'est pourtant pas tout. Nulle domination n'est possible sans la croyance à un principe moral quelconque. Or, il faut l'avouer, la bourgeoisie qui ne pouvait plus se réclamer d'aucune idée supérieure, comprenant très bien que les contraintes matérielles ne peuvent se maintenir qu'en les justifiant par une contrainte morale, a habilement su exploiter ce sentiment d'affection pour tout ce que l'on connaît le mieux, son village natal, sa langue, ses mœurs, et une foule de souvenirs particuliers qui s'y rattachent, pour en faire un *devoir*, le plus sacré d'entre tous.

L'amour de la patrie s'affirma surtout par la haine de toute patrie qui ne fût pas la sienne propre ; le droit à la liberté nationale se transforma en la soumission à l'esclavage militaire ; la participation à l'œuvre de civilisation universelle devint le prétexte des guerres de conquêtes les plus atroces ; le principe nationaliste eut des applications qui en étaient l'entière négation, nous donnant le renversement des valeurs mêmes qu'il prétendait représenter.

Rien n'est plus menteur que la littérature nationaliste. Voici, par exemple, quelques définitions que nous empruntons à l'un des écrivains les mieux cotés du nationalisme italien.

Il faut voir la suprême valeur morale de la guerre dans cet effort le plus élevé de donner sa vie pour quelque chose bien loin de soi, pour la grandeur future de la nation. L'homme dépassant son égoïsme avare, réussit à fournir son rendement maximum. Il se dépouille, pour ainsi dire, entièrement de lui-même, pour remplir l'avenir d'autrui.

Une lumière doit exister, un « au-dessus » doit exister. Il doit y avoir... le commerce, l'industrie, la ploutocratie, le socialisme, la prospérité des individus, des classes, des villes, des nations ; il doit y avoir le travail, les affaires, la production, l'accumulation, et malheur si tout cela venait à manquer ! Mais il doit exister un « au-dessus », qui le dépasse, telles la flamme et la lumière s'élevant au-dessus du combustible.

De même que la musique, l'art et la religion, la nation est un effort de l'homme pour s'évader de l'individu et se propager dans le temps et dans l'espace. Dans la musique l'homme s'oublie, dans la religion et l'art il se transfigure et s'éternise, dans la nation il s'incarne en une vaste société et dans le cours des générations.

Le but est évident. La bourgeoisie comprenant l'utilité d'une idée morale dont elle puisse se réclamer pour justifier sa domination, exalte un sentiment très répandu, de joie, de paix et d'amour, comme l'est en réalité l'attachement à son pays, pour en faire quelque chose d'agressif, de haineux et de tragique.

Le nationalisme ne saurait être vrai qu'en tant que son principe pût être appliqué universellement, mais au lieu de cela, aucun Etat en Europe ne veut reconnaître le droit de tous les peuples à avoir une nationalité ; le principe même des plébiscites appelant toute population annexée à manifester sa volonté a été mis de côté. C'est le triomphe de la force brutale ne pouvant se justifier que par elle-même en dehors de toute notion de droit. Et cela, sans parler des spéculations financières et industrielles, des voleries et tripotages, que couvrent les différents pavillons nationaux.

Voilà pourquoi il serait puéril pour nous d'en revenir aux revendications nationales, d'y croire et de témoigner pour elles ne fût-ce qu'une sympathie passive. Nous contribuerions ainsi à asseoir la trompeuse idée morale formulée par la bourgeoisie, nous renierions cette vérité évidente que *le respect de toutes les nationalités et de toutes les patries ne peut être réalisé que par l'internationalisme.*

Pour nous, anarchistes, la nation se confondant obstinément avec l'Etat et toutes ses institutions d'exploitation, d'asservissement et de mort, notre attitude ne saurait être un seul instant douteuse.

La boucherie balkanique n'est en somme que la banqueroute frauduleuse de l'idée nationaliste. Derrière les mots pompeux et sonores de civilisation, patrie, émancipation et religion, nous avons vu les plus louches opérations financières, la ruée des intérêts les plus inavouables, la plus cruelle férocité, le mépris le plus cynique de toute notion de justice, l'intraitable orgueil et la basse lâcheté des mêmes individus tour à tour vainqueurs et vaincus, et surtout l'absence complète de tout sentiment élevé, de toute aspiration généreuse, de toute grandeur d'âme, de tout idéalisme sincère.

Les patries ne pourront jamais plus rien nous donner de tout cela. Continuons donc encore et toujours à ne chercher la justice et la liberté que dans l'Internationale du travail, de la science et de l'art, s'élevant au-dessus de toutes les frontières et du sanglant et hideux mensonge nationaliste.

L. B.

CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES
de la Suisse Romande

Excellentes réunions que celles du samedi 26 et du dimanche 27 juillet dernier. Une cinquantaine de délégués d'unions ouvrières, de syndicats et de groupements syndicalistes, en général sobres d'explications et pleins d'attention, montrèrent que le noyau de révolutionnaires de Suisse romande avait gardé et la confiance dans les idées d'émancipation intégrale et le dévouement nécessaire pour leur triomphe. C'est un vrai réconfort que ces réunions. Nous plaçant nettement sur le terrain ouvrier, nous sommes débarrassés des équivoqueurs de la politique. Autant de bavards incorrigibles de moins. Et le sérieux des discussions en est singulièrement augmenté.

Le congrès s'occupe longuement de la *Voix du Peuple*, dont la situation, inutile de le nier, est assez précaire. Une commission de rédaction est nommée, qui s'efforcera de ramener au bercail un certain nombre de correspondants par trop relâchés et rares. Le journal se mettra le plus possible à la disposition des groupements ouvriers, afin qu'il devienne leur organe, que chacun y trouve ce qui, au jour le jour, l'intéresse : convocations, correspondances, mouvements de corporation. En somme, on compte beaucoup trop sur autrui pour alimenter le journal et pour finir, la besogne retombe toute entière sur un ou deux camarades. Là encore, il s'agit de s'inspirer des principes d'autonomie, il faut apporter sa contribution personnelle si l'on veut que le tout prospère.

Tour à tour les délégués des diverses régions rapportent sur ce qui s'est passé de saillant chez eux. Retenons de cet exposé, toujours intéressant, car il dénote des capacités de lutte d'une foule de travailleurs, ce qui est relatif à La Chaux-de-Fonds. C'est le pays où le socialisme politique a eu un plein succès, puisque Conseil communal et Municipalité sont en majorité formés de social-démocrates.

Mais il n'est pas un pays, en Suisse tout au moins, où l'opposition patronale soit plus forte, car elle est appuyée par les représentants ouvriers. La situation des ouvriers est réglée constamment en dehors des ouvriers, par les représentants du parti et des syndicats et par ceux des fédérations patronales. On dirait une bande de compères qui s'entendent comme larrons en foire.

Les salariés, eux, n'ont qu'à se soumettre aux décisions qu'ils ne peuvent suivre, ni contrôler,

ni rejeter. C'est au point que si un syndiqué demande simplement à vérifier les comptes présentés par les fonctionnaires, ceux-ci le poursuivent en justice pour diffamation. Un ouvrier en retard dans le paiement de ses cotisations, parce que sa femme ou ses enfants ont été malades, par exemple, se voit poursuivi par l'Office et la police, sur l'ordre des chefs socialistes et avec l'approbation et l'appui patronaux. On saisit le salaire, on vend les meubles du malheureux, on le renvoie même de son travail, on le boycotte dans la région, cela toujours de complicité entre patrons et fonctionnaires ouvriers. Beaucoup de prolétaires ont dû, pour ces motifs, passer l'Océan et chercher du pain très loin.

Ah! le triomphe de la bureaucratie social-démocratique et corporatiste est vraiment admirable. Bien plus, le terrorisme fonctionnariste et patronal est tel dans la région horlogère, qu'une critique de ce système vaut à celui qui la fait une amende pouvant s'élever jusqu'à trente francs, et naturellement l'amende arrive à provoquer de nouveau toute la série des persécutions officielles en cas de non paiement : saisie de salaire, puis vente de mobilier, puis élimination des ateliers, bannissement, que l'intéressé ait de la famille ou non.

Avec les coutumes féodales qui existent encore en certains coins de la Suisse, comme dans le Haut-Valais, dans le canton de Fribourg et en général dans les régions éloignées des centres, là où les curés et châtelains règnent sans opposition ; à côté de ces régimes locaux, en arrière de deux siècles au moins, les mœurs d'écrasement de l'ouvrier qui sévissent dans le Jura neuchâtelois et bernois sont en parfaite harmonie. Prêtres sectaires du catholicisme là, prêtres sectaires de la social-démocratie ici, aboutissent exactement, pour le prolétaire, aux mêmes situations. La liberté à l'atelier, la liberté à l'association, en dehors de l'atelier, tout cela n'est rien; au nom d'une raison supérieure, l'Eglise ou le Parti, les unités constituantes n'ont que le droit de se taire et de payer. Seuls les prêtres religieux ou politiques ont le droit de trancher de tout et surtout de vivre des cotisations de leurs ouailles. Voilà leur sacerdoce. Ah ! c'est du joli. Ils peuvent être fiers de ce qu'ils ont fait : le peuple est écrasé ; il l'est même tellement qu'il ne se plaint pas. C'est évidemment pour son bien !

Allons, toute cette mauvaise blague cléricale et centraliste durera-t-elle toujours ? Non, certes. Le papisme a dû reculer en bien des régions; le fonctionnarisme devra faire de même. Du courage à la poignée de copains qui ont conservé de la dignité et savent s'élever, malgré les menaces de famine, et les renvois angoissants, et les persécutions, et les calomnies, contre l'oligarchie malfaisante et foncièrement parasite des députés et fonctionnaires socialistes et corporatistes de La Chaux-de-Fonds, du Locle, de Saint-Imier, de Bienne, de Neuchâtel, et ainsi de suite. Du courage!

Le Congrès des Unions ouvrières discute ensuite l'invitation reçue de la part de Tom Mann et Guy Bowman, d'envoyer un délégué au premier congrès syndicaliste international. Cette manifestation des organisations ouvrières révolutionnaires aura lieu à Londres du 27 septembre au 2 octobre. On décide de l'appuyer et d'y faire développer les points de vue des camarades romands, si possible par Malatesta. Celui-ci, qui est en parfait accord avec nos idées de grouper les forces ouvrières en dehors de la politique et de la légalité, sans fonctionnarisme, ni centralisme, apporterait ainsi parmi les délégués de Londres une note franchement prolétarienne et révolutionnaire. S'il ne lui est pas possible de le faire, le Comité fédératif enverra un rapport.

Enfin, on décide de s'occuper d'ores et déjà de la parution de l'*Almanach des Travailleurs* pour 1914, en engageant les camarades à envoyer sans tarder leurs commandes à l'Imprimerie des Unions Ouvrières, à Lausanne; et on passe au principal point de discussion à l'ordre du jour :

De l'attitude des travailleurs en cas de guerre.

S'il est une question grave entre toutes, c'est bien l'éventualité d'une guerre. A côté des probabilités croissantes d'un tel danger, qu'importe une augmentation de salaire, même la journée de neuf heures, ou encore la semaine anglaise ? La guerre est presque là à nos portes, la masse des nationalistes de toutes les puissances et même des petits pays, y pousse furieusement. Partout l'on parle de la guerre comme si vraiment elle était inévitable. On y croit dans quantité de milieux, c'est là le plus alarmant symptôme. Or ce mouvement de folie militaire est suscité essentiellement par la haute banque. Si les banquiers ne procurent pas l'argent, les puissances, gouvernants, militaristes, ne peuvent pas faire la guerre. L'argent est le nerf de la guerre, c'est éternellement vrai.

Domela raconte qu'il y a quelques années, alors que la paix de l'Europe était déjà menacée, on donnait un bal à Paris où se trouvaient plusieurs diplomates et aussi Mme de Rothschild. L'un des diplomates, réussissant à danser avec la femme du grand capitaliste, lui posa inopinément la question : « Eh bien, Madame, aurons-nous la guerre? » Alors Mme de Rothschild donna une réponse claire et brève, qui ne laisse pas de doute sur les ressources des guerres. Elle dit : « Non Monsieur, il n'y aura pas de guerre, car mon mari ne donne pas l'argent. »

Si le développement de l'industrie accaparait peut-être il y a quelques années la plupart des gros capitaux, actuellement ceux-ci trouvent un développement colossal dans les guerres. En prêtant de l'argent aux nations belligérantes on tire un taux d'intérêt extraordinaire, car le besoin d'argent est alors urgent; et l'on a toujours comme garantie les chemins de fer, les grosses entreprises du pays débiteur. Donc la banque a tout avantage à pousser à la guerre, et elle n'y manque pas. Depuis quinze ans nous avons eu chaque année une ou deux guerres au moins. La guerre balkanique, qui sévit depuis plus de dix mois et amène des complications diplomatiques toujours plus évidentes, a éclaté sans que les Etats balkaniques aient eu des trésors de guerre. Le *Popolo Romano*, le journal ministériel italien, criait à l'exagération au début de la campagne de Tripoli lorsque les socialistes disaient que celle-ci coûterait au bas mot 10 francs par jour et par homme. Et voilà que le même journal avoue maintenant que la dépense a été, non pas de 10 francs, mais de 15 francs par jour et par homme. Aux Balkans il en est encore de même. Il y a eu là-bas un million d'hommes sur le pied de guerre pendant plus de 300 jours. Cela fait au minimum une dépense quotidienne de plus de dix millions de francs et pour toute la période de guerre d'au moins trois milliards. D'où est venu cet argent ? Les pays en état de guerre ont déjà perdu le produit du travail des innombrables ouvriers sous les armes. Cela les a réduits, à une misère noire alors qu'ils étaient déjà tous dans une situation des plus précaires. Encore une fois, ils n'avaient pas un sou des trois milliards dépensés pendant les opérations. Qui les a soutenus pour permettre ces opérations ? D'où vient l'argent ?

Il n'y a pas de doute. Sans les avances des banquiers, la guerre n'était pas possible. Les grands responsables des tueries sont donc les banquiers. Voilà les gens qu'il faut atteindre à tout prix, si l'on veut s'opposer efficacement à la guerre. Il faut donner au peuple l'habitude de voir précisément dans les banquiers les fauteurs des atroces crimes guerriers. Il s'agit de créer une atmosphère de haine contre les banquiers. Comme au temps de la révolution française il y a lieu d'en parler, de les représenter en image, de les pendre en effigie, en attendant qu'on puisse se saisir d'eux, les garder en otage et leur réserver le sort des oiseaux de proie sur les portes des granges de paysans. Tel est l'enseignement de l'histoire, telle est aussi la conclusion qui découle de l'observation des faits.

Certains révolutionnaires ont envisagé d'autres solutions, très importantes aussi, comme de porter ses efforts sur les réserves d'armes et de munitions qu'il s'agit de réduire le plus possible, comme le sabotage de la mobilisation en rendant inutilisables les pièces d'artillerie et autres engins de meurtre.

Enfin, certaines catégories importantes de travailleurs peuvent jouer un rôle immense d'opposition à la guerre. Au congrès international des mineurs qui se tient ces jours-ci, les délégués anglais ont préconisé le refus d'alimenter de charbon les navires, les chemins de fer des régions en lutte.

Mais si toutes ces solutions sont nécessaires et il faudra les appliquer malgré toutes leurs difficultés, n'oublions pas non plus la petite minorité des grands financiers. Tout dépend d'eux. On a beau s'en prendre aux armes, au charbon, aux arsenaux, aux poudrières, aux journalistes qui soufflent sur le feu, si les bâilleurs de fonds sont à l'abri, la folie guerrière continue. Plus de banquiers, plus de guerres. La banque est le premier ennemi que le peuple doit abattre.

D'ailleurs, les financiers sentent bien la besogne terrible qu'ils font. Leurs repaires — les banques — sont de véritables forteresses, blindées, avec des souterrains secrets, submersibles, avec des murs de trois mètres d'épaisseur, des coffres-forts qui doivent résister à l'eau, au feu, à la dynamite. Pourquoi tant de précautions ? Ce ne sont pas les cambrioleurs qu'on craint, c'est bel et bien le peuple. Et les banquiers eux-mêmes ne se font-ils pas garder par les forces policières ? Est-ce parce qu'ils ont la conscience tranquille du modeste travailleur ?

Tout cela est typique de notre époque. La force bourgeoise a trouvé son dernier retranchement dans la banque, chez les banquiers. Voilà où la révolution doit frapper. Et en Suisse, qui sert de plus en plns de refuge à toutes espèces de financiers, où les banques sortent, comme champignons après la pluie, en des édifices formidables, la besogne révolutionnaire est singulièrement importante.

Empêcher ainsi la guerre en allant aux sources vives de la guerre, ce sera en écarter les horreurs épouvantables, dont les événements balkaniques ne donnent qu'une trop triste idée, ce sera économiser la vie des travailleurs, ce sera l'œuvre rédemptrice par excellence des révolutionnaires contemporains.

J. W.

CONFUSIONNISME

Nos socialistes qui n'ont pas encore su nous dire si leur socialisme est étatiste ou anti-étatiste, s'ils veulent augmenter ou diminuer la puissance gouvernementale, s'ils sont religieux ou irréligieux, s'ils préconisent la coopération ou la lutte de classes, s'ils consentent ou se refusent à aller à la boucherie pour l'abstraction patrie, s'ils acceptent ou repoussent la grève générale — nos socialistes, disons-nous, qui se montrent ainsi les pires opportunistes, préoccupés surtout de leur situation dans le présent, laquelle passe pour eux, avant tout rêve d'avenir, traitent couramment leurs adversaires de confusionnistes Demandez une réponse nette à une seule question, une solution précise à l'un des nombreux problèmes posés par la conscience moderne, vous n'obtiendrez d'eux que des faux-fuyants, mais, malgré cela, tous ceux qui ne suivent pas leurs mots d'ordre les plus contradictoires, restent des confusionnistes !

Donnons-en un exemple de plus. Le parti socialiste n'a pas encore su nous dire si l'organisation syndicale ne doit faire qu'un avec lui ou garder son entière autonomie. Il paraîtrait, d'après ses docteurs les plus profonds, qu'à la politique et au syndicalisme, il faut joindre aussi le coopératisme pour ne former qu'un seul socialisme en trois mouvements distincts. Après cela, allez railler le mystère de la Sainte Trinité de l'église catholique ! Pour ce qui a plus spécialement trait à l'action syndicale, elle est conçue comme devant être parallèle sinon dépendante de l'action politique. Ce parallélisme étant conçu comme indispensable, il devient vite obligatoire, et le politicien se trouve être Dieu le père faisant crucifier, si besoin est, le syndiqué Dieu le fils, pour le salut du peuple pécheur.

Mais arrivons au fait, le programme du parti socialiste suisse, dans les considérants de sa partie théorique, dit entr'autres ceci :

Tandis que le travail honnête a grand'peine à ne pas devenir la proie de la misère et du dénuement. le nombre **augmente** *sans cesse de ceux qui grossissent leurs revenus sans travailler.*

A la bonne heure! nous sommes-nous dit. Nos socialistes ont fini par s'apereevoir combien il est faux de prétendre que le nombre des privilégiés diminue *fatalement* et sans cesse. En réalité nos exploiteurs sont toujours plus nombreux.

Mais voici ce que nous avons lu tout de suite après dans le Programme de la Fédération ouvrière suisse de l'alimentation, qui suit cette marche parallèle à celle du parti socialiste dont il est question plus haut :

Toujours plus grand devient le nombre de ceux qui ne possèdent que leurs bras qu'ils doivent vendre au capitaliste (patron, fabricant, commerçant), afin de pouvoir vivre. Il devient de plus en plas impossible à l'ouvrier de devenir patron lui-même.

Voyons : faut-il croire au livret du parti ou au livret syndical? Nos exploiteurs augmentent-ils ou diminuent-ils? Il semble bien que nous nous trouvons en présence d'un cas bien spécifié de confusionnisme.

Inutile d'insister, d'ailleurs. La totalité des dirigeants, fonctionnaires et représentants d'organisations politiques et économiques ont cessé d'être ouvriers, ce sont de petits patrons, petits commerçants, boutiquiers, entrepreneurs ou industriels, et dans leurs discours ils n'en répètent pas moins que cela n'est plus guère possible, le petit patron tendant chaque jour plus à disparaître.

Ne l'avons-nous pas entendu dire encore à la dernière manifestation du Premier Mai à Vevey par le petit patron Naine appuyé par le petit patron Von der Aa?

N'importe, nos socialistes, qui ne sont pas des confusionnistes, ne se soucient pas outre mesure d'être conséquents, et, d'autre part, ils ignorent obstinément les faits susceptibles de déranger leurs conceptions, d'exiger une revision d'idées, car l'effort sous toutes ses formes n'est pas fait pour leur plaire.

Vous verrez que bientôt nous entendrons nos typographes l'affirmer, quand ils auront appris à penser *centralement*. Presque le cinquante pour cent de leurs patrons sont d'anciens ouvriers, mais si le centralisme prétend qu' « il devient de plus en plus impossible à l'ouvrier « de devenir patron lui-même », il ne reste qu'à « s'incliner.

Congrès de l'Ecole Ferrer

(Suite)

Au seizième siècle, le célèbre inventeur de la machine à vapeur, Watt, ne resta-t-il pas trente ans sans pouvoir démontrer pratiquement ses vues, simplement parce qu'il ne trouvait pas d'ouvrier sachant lui faire un cylindre mathématiquement exact?

D'autre part, les travailleurs manuels savent que les moindres idées, pour pouvoir fructifier, doivent pouvoir être exprimées clairement, qu'il faut posséder parfaitement sa langue, savoir calculer avec habileté pour être quelqu'un. La bourgeoisie ne s'occupe pas de donner au peuple ces moyens d'expansion, qui rendent l'individu plus maître de lui. Mais les parents en savent tout le prix et par leur contrôle à l'école, par leur intervention même, ils peuvent et doivent exiger que les enfants soient bien pourvus de ce côté aussi, afin que la force physique, la volonté, la clairvoyance servent l'individu, qu'elles se répercutent en autrui, qu'elles produisent.

Un être fort, habile, clairvoyant, en contact constant avec le labeur producteur, s'imprègne de la solidarité de classe. Seul celui qui a quelque chose peut donner. La vigueur physique, intellectuelle, morale, rend généreux.

Un bon ouvrier certes, est tout d'abord utile à lui-même, mais il est aussi utile à la collectivité. C'est une valeur.

Le côté technique de l'école populaire sera, ça va sans dire, relevé par l'inspiration d'un idéal de beauté et de bonté que le maître fera sans cesse apparaître aux yeux et aux oreilles des enfants.

En résumé, l'école populaire préparera à la vie là où se passe la vie. Elle rendra l'enfant fort physiquement, ayant de la volonté avec de la clairvoyance — dans le sens le plus élevé des mots.

Et comme il s'agit d'enfants d'ouvriers essentiellement, ces qualités seront développées sur le terrain du travail par la collaboration ouvrière et le contrôle des parents,

* * *

Une discussion nourrie se greffa sur ce rapport. Mais on fut unanimement d'accord que le but de l'école dépendait très fort de la question de l'idéal poursuivi. Et le camarade Avennier lut son rapport sur la deuxième question à l'ordre du jour. En voici les principaux passages:

On a eu raison de dire que si notre société manque d'hommes, c'est qu'elle manque d'idées ou, si vous voulez, d'idéal. Les individus n'y représentent rien qu'eux-mêmes et c'est pourquoi ils s'écroulent les uns sur les autres.

Quelles sont les religions qui ont pu agir sans une idée dominante?

Nous ne devons donc pas « enseigner à vide ». Aucune morale ne peut être efficace sans une conception relative à la valeur et au but de la vie humaine.

Le seul moyen de donner aux volontés la fixité, l'unité de direction, sans laquelle il n'y a point de caractère véritable, c'est une conviction raisonnée et raisonnable, c'est-à-dire philosophique, sur la valeur, le sens et l'emploi de la vie.

Puisque la religion — cette philosophie mystique et symbolique — va s'affaiblissant et diminuant d'influence, il s'agit de lui substituer progressivement le culte rationnel et philosophique des idées.

Pascal a dit: « Travaillons à bien penser, voilà le principe de la morale. »

Not things, but men! Non des choses, mais des hommes! telle fut la devise de l'Amérique quand elle fêta le quatrième centenaire de la découverte du Nouveau-Monde. C'est insuffisant. Il faut dire: *Des hommes et des idées!*

Si l'éducation cesse d'être religieuse, il faut qu'elle trouve ailleurs de quoi fasciner, entraîner, enthousiasmer les âmes. A la *magie de l'imagination*, il faut substituer *celle des grandes idées universelles et des grands sentiments humains.*

La force de l'enseignement catholique venait de ce que tous les professeurs étaient des prêtres et, à ce titre, des moralistes, des directeurs de conscience, bons ou mauvais. De même l'enseignement laïque aurait une force irrésistible si les pédagogues se considéraient eux-mêmes plus ou moins comme des prêtres de la société nouvelle fondée sur l'union des libres esprits, comme des gens donnant l'exemple.

Comment nous y prendrons-nous?

Je dirai: « Soyons modestes. » Proposons-nous peu au début, mais réalisons-le strictement. Après, nous verrons.

Nous avons diverses branches à enseigner. Comment les enseignerons-nous? Telle est la question. Nous faisons, à l'Ecole Ferrer, une assez bonne place aux *études scientifiques*. Je trouve que c'est bien, à condition que ces études ne soient pas menées au hasard. Car quel est l'exercice normal de la fonction intellectuelle? N'est-ce pas la connaissance *méthodique* de ce qui est? Je dis méthodique et non pas fortuite, fragmentaire, dispersée, intuitive, poétique ou littéraire.

L'initiation aux *méthodes* scientifiques est nécessaire pour habituer l'intelligence à son exercice normal et pour inculquer à l'enfant le goût de l'exactitude, l'amour de la vérité.

En *histoire*, nous montrerons l'humanité se dégageant lentement de l'animalité; le droit, la justice et l'amour introduisant au sein de la violence et de la guerre les germes d'une société nouvelle, qui est encore bien loin de nous.

Nous saisirons, dans les ténèbres de l'histoire, la lueur humaine.

A l'histoire générale, nous substituerons donc l'histoire de la civilisation et du progrès humain; nous ne craindrons pas de faire rentrer dans l'ombre les neuf dixièmes des batailles — avec leurs dates! — pour aller plus au fond de l'évolution vraiment humaine.

Au lieu d'emplir la tête des enfants de faits, presque tous contestés, ou d'une signification assurément contestable, nous nous efforcerons d'enseigner l'histoire au point de vue philosophique et sociologique.

En *littérature*, ne pas s'attacher à la méthode qui, au lieu de l'universel, poursuit le singulier et l'individuel et qui se perd dans le détail, dans la particularité. Nous chercherons dans la littérature les idées générales, les passions universelles, les grandes actions héroïques qui se retrouvent, sous des formes plus ou moins différentes, exprimées à tous les âges de l'humanité, en prose ou en poésie. Cette méthode dégage l'universel et communique aussi quelque chose d'universel aux pensées et aux sentiments de la jeunesse. Elle est éminemment éducative.

En *géographie*, nous constaterons la riche variété des mœurs et des hommes, mais aussi la profonde unité humaine, et nous combattrons le préjugé des races qu'on exploite pour susciter, au lieu de l'entr'aide, la rivalité, et au lieu de la solidarité, la haine.

En étudiant le *vocabulaire*, pur travail de mémorisation en général, nous remarquerons la vie des mots, car les mots, les langues sont des organismes vivants dont la vie, pour être d'ordre intellectuel, n'en est pas moins réelle et peut se comparer à celle des organismes du règne végétal ou du règne animal. Nous remarquerons que les mots les plus utiles sont aussi les plus vivants, ce qui n'est pas le cas des hommes, les plus utiles n'étant pas les plus vivants.

Bref, inutile d'insister.

Un dernier mot: ne demandons pas aux enfants de croire, mais de savoir, c'est-à-dire de pouvoir rendre raison à leur jugement. Qu'on comprenne avant de croire.

* * *

On donna connaissance, après le rapport d'Avennier, instituteur à l'Ecole Ferrer, de deux études envoyées, l'une par le docteur Mignon, de Tours, estimant que l'idéal sera placé dans le progrès, dont nous faisons un facteur de civilisation; l'autre d'Aristide Pratelle, qui pense que le goût du beau sera développé chez l'enfant par un retour à l'ancienne culture grecque. Quelques autres personnes ont aussi envoyé leur mot, et après un long échange de vues auquel prennent part entre autres les camarades Herzig, Beyeler, Marti, Bovard, les délégués des maçons de Genève, à peu près tout le monde, on tombe d'accord avec les organisateurs de l'Ecole Ferrer qu'il faut inspirer un grand idéal à l'enfant par des biographies des pionniers de l'humanité, Papin, Palissy, Galilée, Pestalozzi, Nansen, etc.; par des récits dans le genre de ceux de Amicis *(Du cœur)*; par l'histoire des efforts ouvriers faits dans les diverses professions; par les commentaires des principaux événements du jour, expéditions polaires, guerres, librement faits par les enfants; par la culture de l'amour de la recherche, de la propreté, du bien fait, du beau; par la connaissance aussi des grands types de l'humanité, le Tartarin, le Tartufe; par l'exaltation de l'héroïsme, et ainsi de suite.

Les conclusions des rapports de Wintch et d'Avennier sont donc admises, et on verra, dans six mois, une année, si l'expérience qu'on en poursuivra à l'Ecole Ferrer sera satisfaisante. Nous n'en doutons pas. De solides jalons nous semblent plantés sur la route de la pédagogie populaire. C'est en soi-même que le peuple trouve sa vérité, c'est de lui-même que se dégagera son propre avenir.

CHANTS POPULAIRES

Nous donnons aujourd'hui une seconde poésie [1] du vigneron-poète Eugène Bizeau. Elle est destinée à remplacer les ridicules paroles du *Salut au Drapeau fédéral*, de J. Vogt.

Pour les groupes de chanteurs, nous recommandons de chanter les couplets en solo et le refrain en chœur.

Au Soleil de Mai

Salut! majesté bienfaisante,
Soleil, souverain idéal,
Entends vers ta gloire naissante
Chanter la montagne et le val.
Salut! salut! salut! souverain idéal! *(bis)*

Soleil de mai, dans la nature entière
Prenant l'essor sur les ailes du vent,
Chaque matin jaillit vers ta lumière
L'hymne d'espoir de tout être vivant.
A toi, soleil, de qui la renaissance
Efface en nous l'amertume d'hier,
A toi l'amour et la reconnaissance
Du cœur humain plus vaillant et plus fier *(bis)*

Soleil de mai, ta richesse prodigue
Versant de l'or au plus fangeux taudis
Vient pour tenir à l'humaine fatigue
Ce que promet un menteur paradis.
Soleil de mai, comme les voiles sombres
Qu'au front des nuits pose un deuil éternel,
Ta royauté, dans l'empire des ombres,
Jette les dieux qu'elle a chassés du ciel *(bis)*.

Soleil de mai, qui fais s'ouvrir la rose,
Bondir la source et briller le ruisseau,
Apporte-nous le printemps jeune et rose
Dont ta douceur a fleuri le berceau.
Apporte-nous la riante promesse
D'un messidor généreux au semeur,
En attendant qu'un peu plus de sagesse
Donne à chacun les fruits de son labeur *(bis)*.

M. C.

ICI ET LA

Au bon vieux temps.

La faculté d'oublier d'une quantité de braves gens est incroyable. On pensait ces dernières années avoir fait reculer la religion, fautive des pires atrocités, sur cette terre, il y avait un besoin de clarté dans les idées autant qu'un senti-

[1] Voir le *Réveil* du 30 mai 1913.

ment d'horreur à l'égard de ceux qui, riches eux-mêmes, se permettaient de prêcher la résignation aux pauvres, on croyait qu'une aspiration vers la connaissance remplaçait les simagrées religieuses, hélas, les prêtres relèvent la tête. Lorsqu'ils n'ont pas licence de terroriser les populations, ils crient à la persécution, et ils en sont arrivés à en vouloir terriblement à Ferrer, non pas tant parce que libre-penseur, mais parce qu'il a été fusillé et que son souvenir est un reproche redoutable contre leur malfaisance.

Quoi qu'il en soit, partout un regain de cléricalisme se sent, dans le protestantisme comme dans le catholicisme. Il paraît que les victimes des papes, celles de Calvin et de Luther : Jean Huss, Campanella, Giordano Bruno, Galilée, les Vaudois du Piémont, les Huguenots, les Juifs de Mayence au XIVe siècle, Michel Servet, les Anabaptistes, tout cela est oublié. On veut encore, parmi la masse, s'en remettre aux prêtres du soin de diriger et par suite de tourmenter les gens, de s'abandonner à leur puissance, afin évidemment qu'ils fassent refleurir les douces mœurs de l'inquisition.

Car enfin l'histoire est là. Nous savons ce que valent les prêtres quand ils peuvent se manifester sans restriction. Nous les avons vus à l'œuvre. Voulons-nous revoir cette œuvre? Voulons-nous voir les populations se laisser encercler par le cléricalisme qui prendra — comme il l'a déjà fait — ceux qui ne sont point assez croyants à son gré pour leur mettre, par exemple, des brodequins... d'un genre spécial ; la victime sera liée dans un fauteuil de fer — comme c'était le cas — les pieds et les jambes emprisonnés dans des fourreaux remplis de matières grasses qui à l'approche du feu entreront en ébullition, de manière à cuire les chairs jusqu'aux os : quand les jambes seront rôties — comme cela arrivait, — on arrachera les bottes auxquelles la peau adhérera et on les remplacera par des guêtres de parchemin, imbibées de vinaigre — comme il était pratiqué; ce spectacle nous manque-t-il?

On veut pactiser avec les criminels qui ont soutenu les religions et qui en ont vécu; on se réserve à ce jeu quelques petites fustigations, quelques brûlaisons, quelques tortures, quelques confiscations de biens, et même un bon feu de peloton comme le 13 octobre 1909 dans les fossés de Montjuich. Peut-être voudra-t-on bien décider en haut lieu, ainsi que l'avait fait le pape Clément V, qu'on ne torturera qu'une seule fois chaque accusé, hérétique, mécréant; on en sera quitte, ainsi qu'on avait loyalement coutume de le faire, de recommencer la question une deuxième et une troisième fois, à condition de déclarer qu'on ne la réitère pas, mais qu'on continue le supplice.

Ah oui, se donner à la religion, c'est revivifier ce passé horrible. Le bon vieux temps, c'est l'ignoble temps duquel il faut s'éloigner à tout prix. De grâce, souvenons-nous.

Soyons socialistes.

Certes, les moments de rancœur ne manquent pas dans l'existence. Nous sommes tous témoins dans nos propres milieux de faits attristants; souvent, c'est à l'atelier même que les ouvriers, parce que certainement ils y sont mal, jouent de vilains tours à leurs collègues de misère. Et l'on peut arriver à souffrir peut-être davantage des siens que de la classe nantie, mais en apparence seulement; car derrière l'ouvrier malveillant, derrière le collègue vil, n'y a-t-il pas les responsables de la méchanceté et de la laideur ambiantes, les patrons, les propriétaires, les gouvernants qui profitent des dissensions autant que des bénéfices tirés des salaires, des locataires, des citoyens?

Voyez-vous, il y a un remède contre l'amertume, contre le départ de la confiance en la cause populaire et émancipatrice, contre le manque de socialisme dont souffrent tant de travailleurs. Regardez dans la rue cette gamine maigre, mal nippée, aux souliers trop grands et déformés; elle porte un énorme panier de bois de chantier, ou bien un carton de modiste, ou bien un petit frère à l'aspect malingre, Et à côté de cette gamine défilent de grands gaillards, jeunes, solides, mis à la dernière mode, une raquette à la main, l'air sûrs d'eux-mêmes, parlant haut, bousculant la fille du peuple ou en riant, ou l'ignorant. Ces spectacles si fréquents ne vous disent-ils rien? Ne vous sentez-vous pas définitivement socialistes alors, avec la volonté d'en finir avec les parasites de la bourgeoisie, avec la volonté aussi d'appeler au bien-être les pauvres créatures du peuple? Il me semble que c'est comme un talisman. On est socialiste parce qu'on ne peut pas ne pas l'être, parce qu'il faut que ça change, parce qu'on le veut à tout prix, parce que c'est un besoin organique, intense, immense, Et soyons fiers de l'être. Nous serions des brutes sans cela, des imbéciles, des lâches. Crions notre socialisme constamment, partout où nous allons, que ce soit notre raison d'être, que nous imposions à notre entourage notre confiance dans un changement total et grave des situations sociales. Etre indifférent devant le luxe des fainéants en bonne santé et devant le dénuement des enfants des producteurs, est-ce possible? Allons, le sentiment de justice — quoi qu'en puissent dire les jean-foutre — est ce qu'il y a de plus vivant dans l'homme qui vit. Sans discussions savantes, sans mysticisme, ce sentiment nous amène à vouloir autre chose que ce qui est — non pas un tout petit changement de rien, mais la révolution tout simplement, un bouleversement complet de la société. Nous sommes socialistes. Soyons socialistes.

La police.

La *Zuricher Post* se plaint de ce que, lors de l'assassinat du chauffeur Flaig au Zurichberg, des malandrins aient pu tirer sept coups de revolver sans que la police s'en énerve et porte secours à l'homme attaqué. Il paraît même que si jamais quelqu'un demande aux policiers d'intervenir dans une rixe, il est grossièrement reçu.

Le plus cocasse de tout cela, c'est certainement la plainte de la *Zuricher Post*. Voilà des gens qui croient encore, en plein XXe siècle, que la police sert à la défense des passants! Mais d'où prennent-ils cette légende, sur quel fait impossible se basent-ils pour avoir cette croyance naïve? Décidément, dans un pays où l'instruction est, paraît-il, largement répandue, il y a encore des égarés qui ont des yeux pour ne point voir et des oreilles pour ne point entendre. Si quelqu'un veut faire un coup, se placera-t-il à côté d'un policier ou même d'un simple pékin? ou bien au contraire ceux qui assassinent, volent, pillent, violent, brutalisent se mettent ils à l'abri des regards indiscrets? Jamais aucun poste de gendarmerie n'a empêché le sac d'une villa isolée, le départ d'un banquier véreux, ou le meurtre perpétré par un jaloux, un soudard ou un voyou. Alors?

C'est que la police est d'une parfaite inutilité. Ne parlons pas de l'arrestation des coupables qui, nonante-neuf fois sur cent, sont «donnés» par des amateurs, mouchards volontaires aux cent yeux, qui pullulent partout, inventent des histoires, provoquent les erreurs et ajoutent au malheur de la collectivité. C'est hors de doute, la police est absolument inutile pour la sécurité publique.

Bien plus, elle est même singulièrement dangereuse. Forts d'un pouvoir armé (sabre, revolver, fonction) les agents sont comme des organes qui parfois doivent bien fonctionner. Et s'ils n'ont rien de spécial à se mettre sous la dent, ils sont bien obligés de s'en prendre aux personnes les plus inoffensives. Que diable, il faut quand même de temps à autre légitimer sa fonction. Alors on empoigne une pauvre femme malade, pour la remettre contre sa volonté à des gens étrangers en quête d'un héritage. C'est ce qui vient d'arriver à Berne. Une dame Schenker, d'origine soleuroise, emprisonnée dans un asile autrichien, réussit à s'échapper et à revenir dans « sa patrie ». Ça ne faisait pas l'affaire de quelques canailles de parents qui voulaient l'avoir sous la main pour l'exploiter. Des agents de police de Berne, toujours valeureux quand il n'y a rien à risquer, s'emparèrent de la vieille dame, la fourrèrent dans une automobile et la firent réinterner dans son asile en Autriche.

Hein, comment trouvez-vous le bouillon? Chacun d'entre nous, pour de vagues discussions de famille, peut se voir enlevé et enfermé à perpétuité, grâce à la police, et cela sans droit légal quelconque, en dépit même des droits de nationalité.

Non seulement la police est inutile. Elle est franchement dangereuse. Encore une institution à débarrasser, un champignon vénéneux à écraser.

B. T.

Charles Keller

Un homme de cœur, doublé du talent le plus pur, le poète Charles Keller, est mort le 20 juillet dernier à Nancy. Né en 1843, il appartenait à une vieille famille républicaine bourgeoise de Mulhouse. Mais à peine sorti de l'adolescence, il passa de l'autre côté de la barricade, car il avait un cœur généreux et une nature de révolté contre toutes les injustices sociales.

En 1868, il fut l'un des délégués de la section de l'Internationale de Paris au Congrès de la paix à Berne.

Partisan des idées de Bakounine, il devint son ami, celui d'Elisée Reclus, de Rey, de Joukowsky, de Fanelli, etc. Franc-tireur pendant la guerre de 1870, il partit après la conclusion de la paix, à pied de Mulhouse pour Paris assiégé par les Versaillais, parvint à y entrer, et prit part à l'insurrection. Le jeudi de la semaine sanglante, il fut blessé à la barricade du Château-d'Eau. Ayant trouvé un asile après la défaite, il réussit à se réfugier en Suisse puis de là en Alsace.

Il gagna sa vie comme ingénieur, mais les persécutions gouvernementales et patronales ne lui manquèrent pas.

Charles Keller — en littérature Jacques Turbin — était un poète à l'inspiration généreuse et noble, au souffle puissant, à l'accent sincère et convaincu, au verbe vigoureux et incisif. Il laisse deux volumes de beaux vers : *Du fer*, et *A l'oreille*. Il est l'auteur de notre belle chanson :

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ
Lève-toi, peuple puissant.
Ouvrier, prends la machine,
Prends la terre, paysan.

Keller était une nature ardente, dont l'exaltation était tempérée par une grande bonté et une simplicité foncières.

Les idées libertaires avaient trouvé en lui un défenseur enthousiaste et désintéressé. Il payait de sa personne et de sa bourse, mais sans avoir jamais fait tourner ses convictions au profit d'une quelconque ambition.

C'était avant tout un sincère, un convaincu, un modeste.

Des deuils cruels le frappèrent durement dans ses affections et sa santé s'en ressentit. Il se retira de la vie publique, mais en tout temps il répondit à tout appel de ses anciens amis.

Nancy lui doit sa Maison du Peuple, et son Université Populaire.

Ceux qui l'ont connu conserveront de lui une affectueuse admiration et le meilleur souvenir.

Sans commentaires!

Un camarade de Genève ayant expédié quelques exemplaires de nos deux tableaux *Si vis pacem* et *Montjuich, la vision ultime!* en Autriche, a reçu du Procureur général à Genève l'acte que voici :

Au nom de S. M. l'Empereur!

Le Tribunal impérial et royal du district de Feldkirch, à la demande du Ministère public impérial et royal, reconnaissant que la teneur et le sujet des deux tableaux en couleurs, intitulés, le premier : *Si vis pacem...*, édité par le *Réveil* à Genève, le second : *Montjuich, la vision ultime!* édité par le *Réveil* à Genève et *Tierra y Libertad*, constituent le délit prévu au par. 305 du Code pénal, la diffusion de ces gravures est donc interdite conformément au par. 393 des Ordonnances de police et la confiscation ordonnée par le Commissaire de police de district, en vertu du par. 489 des mêmes Ordonnances est confirmée.

Motifs :

Dans le premier des imprimés mentionnés, la foule est incitée à renverser par des moyens violents l'ordre de choses existant et l'organisation de l'Etat, et la Révolution y est glorifiée.

Cette idée a également inspiré la seconde image. En outre, l'état de choses que Francisco Ferrer cherchait à établir par des moyens révolutionnaires y est représenté comme un idéal.

Le délit prévu au par. 305 du Code pénal semble donc bien établi puisqu'on engage et excite à commettre des actes interdits par les lois et puisqu'on cherche à justifier les faits délictueux pour lesquels Ferrer avait été puni en son temps.

Par conséquent, l'interdiction de la diffusion et la confiscation de la saisie, conformément aux par. 493 et 489 de l'ordonnance de police, sont justifiées.

Le 24 juillet 1913.

Le Tribunal imp. et royal du district
de Feldkirch, division V
Dr JUFFMANN.

Imprimerie spéciale du « Réveil »